

Burundi : manifestation contre une commission d'enquête de l'ONU

@rib News, 27/11/2016 â€“ Source AFP Plusieurs milliers de personnes ont manifesté à l'appel du pouvoir burundais, samedi à Bujumbura (photo), contre une commission d'enquête des Nations unies sur les violations des droits de l'homme commises dans ce pays plongé dans une grave crise depuis plus d'un an et demi. Mardi, le Conseil des droits de l'homme a annoncé la nomination d'experts d'Algérie, du Bénin et du Royaume-Uni pour enquêter sur de possibles crimes contre l'humanité commis depuis que le président Pierre Nkurunziza a annoncé briguer un troisième mandat en avril 2015 et sa réélection controversée en juillet suivant.

La Commission d'enquête fait suite à la publication d'un rapport de l'Onu du 20 septembre, accusant le gouvernement burundais d'être responsable de graves violations des droits et qui avait mis en garde contre de possibles "crimes contre l'humanité" et un "grand danger de génocide".

"Nous avons appelé la population de la capitale à manifester massivement pour dénoncer la nomination cette semaine de trois experts de l'Onu pour soi-disant enquêter au Burundi", a déclaré à l'AFP le maire de Bujumbura Freddy Mbonimpa, qui était à la tête du cortège.

Il a ajouté que Bujumbura refusait de coopérer avec les enquêteurs, affirmant qu'ils "travaillent sur de faux rapports". "Plus de 13.000 personnes ont manifesté contre la venue de ces trois experts de l'Onu au Burundi, nous leur disons non", a-t-il insisté, joint par téléphone. Des journalistes locaux ont estimé la participation à plus de 10.000 manifestants. De nombreux tweets de l'opposition ont de leur côté dénoncé le caractère obligatoire de la manifestation.

"Il y en a qui manifestent volontairement c'est sûr, mais il y en a pas mal aussi qui viennent de peur d'être indexés comme des ennemis du régime", a expliqué sous couvert d'anonymat à l'AFP un cadre du ministère de la Justice. Les manifestants ont observé un sit-in devant l'ambassade de Belgique pour protester une réunion organisée par le Sénat belge avec des opposants burundais en début de semaine. Le secrétaire exécutif du parti Cnnd-FDD au pouvoir, le général Ndayishimiye, s'en est pris violemment à l'ancienne puissance coloniale. "La Belgique se comporte comme si le Burundi était encore sous son joug", a-t-il dit selon le compte twitter du parti après avoir participé aux manifestations organisées à Rumonge (sud-ouest).